P. 6 Grand format
La Poste et la CDPPT de l'Allier collaborent pour l'inclusion numérique

P. 8 D'intérêt général
Petites communes, financer de grands projets, c'est possible !

P. 14 Traits d'union
La Poste multiplie les centres de passage des Codes et d'examens

postéo

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Le magazine de la dynamique citoyenne d'Auvergne-Rhône-Alpes — **N° 70** — **Juillet 2025**

le billet de...

Mylène Franceschi,
déléguée régionale du groupe La Poste
en Auvergne-Rhône-Alpes

Je suis ravie de vous présenter cette nouvelle édition de *Postéo*. La Poste continue à diversifier ses offres pour mieux répondre aux attentes de ses clients. Dans 14 bureaux de poste d'Auvergne-Rhône-Alpes, différentes expérimentations commerciales sont actuellement menées. Comme au bureau de poste de Lyon Bellecour, qui propose la collecte et la revente de paires de lunettes, encourageant à une consommation plus responsable.

L'économie circulaire est ainsi au cœur des préoccupations de La Poste, puisque des vélos électriques reconditionnés de facteurs sont également proposés à la vente. Cette seconde vie est rendue possible grâce au travail de Nouvelle Attitude, entreprise d'insertion par le travail, filiale du groupe La Poste.

À découvrir également, la rubrique « Grand format », consacrée à l'inclusion numérique. Un focus est fait sur une action menée dans le département de l'Allier inscrite dans le cadre de la feuille de route « France Numérique Ensemble – Allier Bourbonnais ».
La Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) a décidé de mettre en place des îlots numériques dans les La Poste agences communales (LPAC), avec pour objectif une communication ciblée auprès des publics éloignés de l'emploi. Ces initiatives d'inclusion numérique se développent un peu partout au niveau national, financées par les CDPPT. La Poste contribue aussi à lutter contre l'illectronisme en mettant à disposition des lieux dédiés connectés et en nommant des conseillers numériques, qui proposent des ateliers et des formations au numérique.

Enfin, à l'occasion du congrès national de l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (Unccas) qui s'est déroulé à Chambéry, des conventions de partenariat ont été signées entre La Poste et les unions départementales des CCAS (Udccas) du Rhône et de l'Isère pour accompagner les seniors au plus près de leurs besoins.

Je vous souhaite à tous une très belle lecture !

LA POSTE GROUPE

postéo AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Le cahier régional de *Postéo* est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Auvergne-Rhône-Alpes. **Directrice de la publication :** Mylène Franceschi. **Rédactrice en chef :** Caroline Warin Chateaux. **Contributions :** Bertrand Bertoncello, Sandrine Hallade, François Sennepin. **Crédits photo :** médiathèque du groupe La Poste, Adobe Stock. **Pages nationales – Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** médiathèque du groupe La Poste, mairie de Boulbon, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** HAVAS Paris. **Imprimerie :** Gutenberg Networks. Imprimé en France. **Dépôt légal :** juin 2025. Ce produit est composé de matériaux recyclés et de matériaux provenant d'autres sources contrôlées. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte. **Pour contacter la rédaction de *Postéo* :** Le groupe La Poste – Direction de la communication – CP B706 – 9, rue du Colonel-Pierre-Avia – 75757 Paris Cedex 15.

BAC DE TRI

e-accessibility

La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.2, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.

Version e-accessible par DocAxess

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Facteur de fierté

163 500
candidats ont passé des examens et le Code de la route en 2024 sur les sites postaux de la région.

EMPLOI

Insertion professionnelle des jeunes

La Poste soutient activement l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle en proposant des contrats d'alternance et des stages, mais aussi en développant des partenariats avec des structures spécialisées dans l'éducation et l'insertion. En mars, des jeunes de la Mission locale de la Bièvre ont visité la plateforme de distribution courrier de La Côte-Saint-André (38). Cette visite a permis de faire découvrir aux jeunes visiteurs les métiers de la logistique, du courrier et du colis. « Cette démarche vise à accompagner des jeunes sortis du système scolaire, sans diplôme ni qualification », précise Martine Jacomelli, conseillère en insertion sociale et professionnelle de la Mission locale.

FINANCEMENT

Trophées prêt social au salon des maires

La Poste était présente le 31 mars dernier au salon des maires et des collectivités du Rhône. Cet événement a réuni des élus, des institutionnels et des entreprises régionales. Les équipes de Docaposte Institute, Geoptis, Pickup, filiales du groupe La Poste, La Banque Postale et La Poste Solutions Business ont présenté leurs offres et solutions à destination des collectivités locales. En tant que premier prêteur bancaire des collectivités locales[1], La Banque Postale a remis à cette occasion à la ville de Caluire-et-Cuire un trophée prêt social pour le financement d'une cuisine centrale et de la ferme urbaine d'un montant de 7 millions d'euros. Elle a aussi remis à la Communauté de communes Beaujolais Pierres Dorées un trophée prêt social pour le financement de la construction d'une crèche et la rénovation d'un gymnase d'un montant global de 1 450 000 euros.

(1) Source : Observatoire de la dette des collectivités, Finance Active, mars 2025.

Chiffres clés

794 **bureaux de poste** en Auvergne-Rhône-Alpes, 237 ruraux et 557 urbains.

1,1 **million** de repas portés par les facteurs de la région en 2024.

PRÉVENTION

Unis pour accompagner les seniors

Le 28 mars dernier, Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste, était présent à Chambéry lors du 94e congrès des élus, des centres communaux d'action sociale (CCAS) et de leurs agents. Cet événement était organisé par l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (Unccas). Durant ce congrès, Philippe Wahl a signé une convention nationale avec Luc Carvounas, président de l'Unccas, et en présence de Philippe Dorge, directeur général adjoint en charge de la branche Services-Courrier-Colis, pour renforcer l'inclusion sociale et le bien-être des personnes âgées. Des conventions locales ont également été signées avec les unions départementales des CCAS du Rhône et de la Métropole de Lyon, de la Savoie et de l'Isère sur des solutions d'accompagnement dans la prévention de la perte d'autonomie des seniors.

INCLUSION

Mixité sociale et professionnelle

« Saviez-vous que 52 % des collaborateurs de La Poste sont des femmes ?, déclare Stéphanie Labrosse, responsable Espace mobilité groupe (EMRG) en Auvergne-Rhône-Alpes. Notre engagement pour l'égalité des sexes, la mixité sociale et professionnelle est au cœur de nos valeurs. L'opération Duo Mixity, en Auvergne-Rhône-Alpes, pilotée par l'EMRG, mise en place depuis 2022 en partenariat avec France Travail, permet aux femmes éloignées de l'emploi de découvrir nos métiers en tension grâce à une journée d'immersion sur nos différents sites postaux. » En 2024, 17 femmes ont été accueillies en immersion sur différents sites du groupe La Poste. Cette année, 35 établissements et branches métiers du groupe ont participé à cette initiative en accueillant 21 femmes le 14 mars.

Chiffres clés

19 **bureaux de poste** de la région vendent des vélos électriques de facteur reconditionnés.

12 **Étapes Numériques** en Auvergne-Rhône-Alpes pour favoriser l'inclusion numérique des citoyens qui en ont besoin.

PARTENARIAT

Dépistage et sensibilisation

La Poste s'engage aux côtés de la fondation Agir pour le cœur des femmes (ACF) pour protéger la santé de ses collaboratrices. Ce partenariat se décline en plusieurs opérations, dont le « Bus du cœur des femmes », qui sillonne la France de mars à novembre 2025. Fin mars, il a fait une étape à Décines-Charpieu, permettant à une dizaine de postières de bénéficier d'un diagnostic de dépistage des maladies cardiovasculaires. Juliette, factrice à Lyon centre, témoigne : « Nous avons été surprises par la qualité du dispositif. Il y avait beaucoup de médecins sur place, ainsi que des stands d'information. Cela nous a permis d'apprendre des choses et de repartir avec un diagnostic. » Prochaine étape dans la région : en novembre à Romans-sur-Isère (Drôme).

ENGAGEMENT

Partenariat d'inclusion professionnelle

Depuis plusieurs années, La Poste met en place des actions concrètes pour favoriser l'inclusion et l'égalité des chances. Début février, dans la Drôme, La Poste et L'Arche de La Vallée de Hauterives ont signé un partenariat qui permettra à trois personnes en situation de handicap d'effectuer des tâches au sein de la plateforme de préparation et de distribution du courrier de Tournon dans la Drôme. Karine Dupont Closel, directrice de l'établissement, déclare : « La Poste est un acteur engagé dans la société, une entreprise citoyenne qui a toujours eu à cœur de jouer un rôle social. Ce partenariat est porteur de sens pour l'ensemble de l'établissement de Tournon. Il est le fruit d'une rencontre entre deux entités partageant des valeurs communes : l'humain, la solidarité et le respect. »

Inclusion numérique : La Poste et la Commission départementale de présence postale territoriale de l'Allier s'engagent

La Poste et la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) de l'Allier poursuivent leur engagement en faveur de l'inclusion numérique aux côtés du département de l'Allier et de l'État, à l'initiative de ce partenariat. Dans ce cadre, une subvention de 50 000 euros a été apportée par la CDPPT de l'Allier. À l'occasion de la première réunion de l'année, Xavier Cadoret, son président, et Sylvie Deléglise, la directrice exécutive de la présence postale et du maillage territorial de la branche Grand Public et Numérique du groupe La Poste en Auvergne-Rhône-Alpes, ont signé la feuille de route « France Numérique Ensemble – Allier Bourbonnais » en présence de Claude Riboulet, président du conseil départemental de l'Allier, et de Michel Tournaire, sous-préfet de Vichy.

G.R.A.N.D F.O.R.M.A.T

L'objectif de la démarche est de lutter également contre l'illectronisme.

« Ayant déjà lancé de nombreuses actions en faveur du développement numérique, c'est tout naturellement que la CDPPT s'adosse à l'action du département de l'Allier, très impliqué dans cette démarche. Concrètement, trois types d'actions répondant aux objectifs de la feuille de route « France Numérique Ensemble – Allier Bourbonnais » seront menés. Tout d'abord, un accompagnement au sein des La Poste agences communales, qui seront équipées d'un îlot numérique. Ensuite, une information ciblée sera portée auprès des publics éloignés de l'emploi. Enfin, la professionnalisation de la filière "Médiation numérique de l'Allier" et la sécurisation du rôle des aidants numériques permettront aux gérants des points de contact La Poste de bénéficier de sessions de formation. »

Xavier Cadoret,
président de la CDPPT de l'Allier

« Dans le prolongement de la stratégie départementale des usages numériques 2023-2025, l'Assemblée départementale a validé la feuille de route "France Numérique Ensemble – Allier Bourbonnais". Il y a dix ans, le véritable sujet du numérique était les infrastructures, que nous avons développées au niveau de notre département par des actions communes avec La Poste, dont le Wi-Fi départemental. À partir du moment où les infrastructures sont présentes, nous voyons aujourd'hui ce qui est invisible : l'accès aux outils et leur maîtrise. L'enjeu est d'éviter la rupture entre le numérique et nos concitoyens. Le plus important est devant nous, et la force de notre action passera par un travail conjoint entre tous les acteurs. »

Claude Riboulet,
président du département de l'Allier

50 000 euros
de subventions ont été apportés par la CDPPT de l'Allier en faveur de l'inclusion numérique.

Petites communes, financer de grands projets, c'est possible !

Transitions écologique, numérique, démographique… Les défis à relever pour les communes sont nombreux et elles sont toutes appelées à investir, malgré des marges de manœuvre financières souvent limitées. Des solutions existent, y compris pour les petites communes, pour leur permettre de mener à bien leurs projets.

Dans un contexte marqué par les effets du changement climatique, par les impératifs de modernisation des équipements publics et par la généralisation de l'usage du numérique, les communes françaises sont en première ligne. Rénover une école, créer des équipements sportifs, faire évoluer une flotte de véhicules vers l'électrique, réhabiliter des bâtiments communaux ou déployer la fibre optique : les projets se multiplient et deviennent de plus en plus coûteux. Selon une étude menée par La Banque Postale et l'Institute for Climate Economics (I4CE) [1], rien que pour répondre aux objectifs de la stratégie française sur l'énergie et le climat, les collectivités devront investir, en moyenne, 11 milliards d'euros supplémentaires par an d'ici à 2030 dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'énergie. Les besoins sont importants dans les communes, car celles de moins de 10 000 habitants connaissent un fort ralentissement de la progression de leur épargne brute, et celles de plus de 10 000 habitants subissent une baisse de cette épargne.

Financer toutes les communes

Premier prêteur bancaire [2] des collectivités locales depuis 2015, La Banque Postale déploie toute une gamme d'outils financiers adaptés aux besoins de toutes les communes, sans condition de taille. Crédits à long terme dès 40 000 euros empruntés, lignes de trésorerie sur trois cent soixante-quatre jours, prêts relais dans l'attente du versement de subventions : chaque solution est pensée pour convenir à la réalité des territoires. La Communauté de communes Gâtinais Val-de-Loing (19 000 habitants), en Seine-et-Marne, a pu financer les travaux de déploiement de la fibre sur les sites isolés, grâce à un prêt social de 392 000 euros. Dans le Pas-de-Calais, c'est un prêt social de 3 millions d'euros qui a été accordé à la commune d'Ambleteuse (2 105 habitants) pour financer la rénovation d'infrastructures sportives.

Aider à obtenir des subventions

Si les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales s'élevaient à 54,8 milliards d'euros en 2024, la recherche de subventions s'apparente à un parcours du combattant pour une petite structure aux moyens humains limités. Et parce que la recherche d'aides publiques est aussi un levier important pour permettre aux communes d'optimiser leur plan de financement, La Banque Postale se positionne comme facilitateur. Son service Subzen permet aux collectivités d'identifier les bons interlocuteurs et assure la préparation comme le suivi des dossiers pour maximiser le taux de subventionnement. En Seine-Maritime, par exemple, la commune de Maromme (11 000 habitants) a ainsi pu engager la réhabilitation de l'hôtel de ville ainsi qu'une extension de sa médiathèque avec l'appui de La Banque Postale.

(1) « Panorama des financements climat des collectivités locales », septembre 2024. (2) Source : « Observatoire de la dette des collectivités », Finance Active, mars 2025.

À Boulbon, rénover pour consommer moins et mieux

Dans la petite commune de Boulbon (1 530 habitants), située dans les Bouches-du-Rhône, la réhabilitation de deux bâtiments communaux – un ancien presbytère et une ancienne école – pour les transformer en logements à loyers encadrés et en locaux associatifs, avait comme priorités de réduire les consommations énergétiques et d'améliorer le confort d'usage. Pour mener à bien ce projet structurant, la municipalité a d'abord bénéficié d'un prêt vert complété par un prêt relais qui ont permis de préfinancer les subventions attendues. Une solution doublement avantageuse, saluée par Jérémie Becciu, le maire de Boulbon : « Le soutien de La Banque Postale a été déterminant pour transformer des structures classées F en logements classés A. Cette collaboration fructueuse a permis de maintenir notre jeunesse dans le village et de dynamiser notre tissu associatif et commercial. »

Témoignage

« La commune avait un déficit de plus de 1 million d'euros, à ma prise de fonction. La Banque Postale a répondu présente en nous accordant un prêt social pour financer les travaux d'extension d'une école et d'équipement de la maison de la culture : c'est grâce à cet emprunt que ces projets importants ont pu démarrer. Au-delà d'un prêt, c'est un partenariat précieux qui a aidé la collectivité, alors en grande difficulté financière. »

Victor Denouvion,
maire de la commune de Saint-Jory (Haute-Garonne) (8 311 habitants)

RETROUVEZ LES SOLUTIONS DE LA BANQUE POSTALE POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN SCANNANT CE QR CODE

Un comité au service des territoires

Créé par La Banque Postale, le comité d'orientation des finances locales réunit des élus locaux, d'anciens parlementaires et des experts du secteur public. Son rôle : éclairer les choix stratégiques de La Banque Postale en matière d'offre et de services pour les collectivités. Véritable instance de dialogue, le comité suit de près l'évolution des besoins des territoires, l'actualité du secteur public local, tout comme les grandes tendances en matière de financement. Il contribue ainsi à adapter les solutions proposées – comme les prêts verts, les outils d'analyse financière ou l'accompagnement Subzen – aux réalités de terrain. C'est aujourd'hui un levier essentiel pour faire de La Banque Postale un partenaire engagé et toujours à l'écoute des collectivités.

LA BANQUE POSTALE, UN ACTEUR CLÉ DANS LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Ancrée au cœur des territoires, La Banque Postale accompagne les collectivités dans la réalisation de leurs projets d'investissement : mobilité durable, modernisation des infrastructures, digitalisation des services, cohésion sociale… Et ce, quel que soit leur besoin, quelle que soit leur taille.

AUX CÔTÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

1er prêteur
des collectivités locales pour la 10e année consécutive (1)

11,8 Mds€ de prêts
accordés au secteur public local

Près de **1 prêt sur 2**
octroyé à une commune de moins de 10 000 habitants

400 collaborateurs
en région dédiés aux personnes morales et au secteur public local, dont 120 chargés d'affaires spécialisés sur le secteur public

AU SERVICE DES GRANDES TRANSITIONS

1,9 Md€ de prêts verts et sociaux
octroyés aux collectivités locales

1,53 Md€ de prêts
accordés au logement social, à la santé et au milieu associatif

1 association sur 10
en France est cliente de La Banque Postale

ENGAGÉE POUR LA PLANÈTE

1re banque
engagée à sortir du financement des énergies fossiles à l'horizon 2030

Données 2024 – (1) Source : « Observatoire de la dette des collectivités », Finance Active, mars 2025.

Traits d'union

#décarboner

Depuis le 10 février, une expérimentation de collecte et de revente de paires de lunettes reconditionnées est menée dans une centaine de bureaux de poste, dont 14 situés en Auvergne-Rhône-Alpes.

P. 12

19

bureaux de poste de la région vendent des vélos reconditionnés de facteur à assistance électrique.

#dynamiser

La Poste a ouvert des sites en Auvergne-Rhône-Alpes pour organiser des sessions de passage de Codes (auto, moto, bateau) **et d'examens** (Toeic) en sessions individuelles ou collectives dans tous les départements.

P. 14

170

sites en Auvergne-Rhône-Alpes organisent des sessions de l'examen du Code (auto, moto et bateau) en sessions individuelles ou collectives dans tous les départements.

#décarboner

La Poste et Lunettes de Zac ont une vision écologique commune

Depuis février dernier, une expérimentation de réemploi de lunettes est menée dans une centaine de bureaux de poste, dont 14 (1) en Auvergne-Rhône-Alpes. La Poste et Lunettes de Zac, une entreprise lilloise spécialisée dans le reconditionnement de lunettes inutilisées, ont signé ce partenariat pour collecter d'anciennes lunettes auprès des particuliers et les commercialiser en bureau de poste.

« 100 millions de paires de lunettes dorment au fond de nos tiroirs… Cette initiative a plu à mes collaborateurs car l'objectif est de permettre d'éviter le gaspillage et de participer à la réduction des déchets », souligne Najah Benhenia, responsable de l'espace commercial du bureau de poste de Lyon Bellecour. Lunettes de Zac est la seule entreprise à proposer ce circuit de reconditionnement de lunettes. Elle a collecté plus de 300 000 montures en 2024, soit 6 tonnes de métal et de plastique revalorisées, au lieu de finir à la poubelle.
Quang, contrôleur qualité chez Vit'inser (2), explique : « Je travaille pour Lunettes de Zac depuis le lancement de l'atelier, il y a un an. On retire les verres pour les nettoyer et les polir. Mon rôle consiste aussi à vérifier la qualité des lunettes, la dernière étape avant qu'elles aillent en magasin. Il faut que chaque paire soit impeccable pour que tous les clients de Lunettes de Zac soient satisfaits. »
L'économie circulaire fait partie intégrante des engagements de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) du groupe La Poste, car elle vise à réduire l'impact environnemental de l'entreprise en optimisant l'utilisation des ressources et en minimisant les déchets.
La Poste propose des services pour aider les entreprises, les collectivités et les particuliers à passer d'une économie linéaire à une économie circulaire, notamment dans les domaines de l'achat d'occasion, du reconditionnement, du réemploi et de la réparation.

(1) Le Puy-en-Velay les Carmes, Les Deux Alpes, Morzine, Megève, Lyon Bellecour, Sallanches Chamonix, Grenoble Cœur de Ville, Chamonix Mont-Blanc, Annecy Cité du Lac, Courchevel 1850, Val-d'Isère, Tignes Le Lac, Albertville, Vichy.
(2) Structure d'insertion spécialisée dans les solutions de revalorisation et de réemploi pour les professionnels.

« Le partenariat entre Lunettes de Zac et La Poste, c'est rendre les lunettes reconditionnées accessibles à tous, partout en France. C'est aussi offrir une seconde vie aux anciennes montures grâce à la collecte en bureau de poste. Et surtout, c'est une reconnaissance incroyable du travail de notre équipe. Cette expérimentation avec La Poste, c'est une super opportunité. Pendant un an, dans 103 bureaux, on va pouvoir sensibiliser les clients et embarquer les équipes. Une belle aventure qui ne fait que commencer ! »

Ophélie Vanbremeersch,
présidente et fondatrice de Lunettes de Zac

POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE

Des vélos de facteur, reconditionnés sont vendus dans les bureaux de poste

La Poste encourage une consommation plus responsable avec la commercialisation des vélos reconditionnés de facteur à assistance électrique dans 18 bureaux de poste de la région. Cette initiative vise à favoriser l'économie circulaire, l'insertion professionnelle et une meilleure utilisation des ressources.

Les vélos à assistance électrique disposent d'équipements français, robustes et de qualité.
« 70 % des pièces sont recyclées. La batterie, les chargeurs, la selle, les poignées et les câbles sont neufs. Et nous pouvons proposer trois couleurs à nos clients », précise Zineb Lahmanate, responsable de l'espace commercial du bureau de Bourg-en-Bresse Préfecture (Ain).
Nutfiyé Kinik, chargée de clientèle au bureau de poste de Bourg-en-Bresse Préfecture, ajoute : « Ce vélo électrique a une autonomie de 60 kilomètres, il est garanti deux ans. Depuis que nous l'avons installé, début avril, des clients ont été étonnés de voir un vélo en vente dans notre bureau de poste et certains étaient très intéressés. »
Des clients témoignent : « C'est très inhabituel de voir un vélo en vente dans un bureau de poste et d'autant plus que c'est un ancien vélo de facteur reconditionné ! Je le trouve très beau et il a l'air très solide. C'est dommage qu'il ne soit pas jaune ! »
Après cinq ans de bons et loyaux services à sillonner les routes de la région, les vélos sont reconditionnés. Cette activité a été rendue possible grâce au travail accompli par des employés de Nouvelle Attitude, entreprise d'insertion par le travail, filiale du groupe La Poste.
Grâce à cette initiative, La Poste renforce son engagement en faveur de la transition écologique et de la mobilité durable en région Auvergne-Rhône-Alpes.
En mars 2024, le groupe La Poste est devenu la seule entreprise française certifiée SBTi[1] simultanément dans les domaines du transport, de la logistique et de la banque pour ses objectifs de zéro émission nette d'ici à 2040.

(1) L'initiative Science-Based Targets est une organisation d'action climatique d'entreprise qui aide les entreprises et les institutions financières du monde entier à lutter contre la crise climatique.

Nouvelle Attitude : reconditionnement et insertion

Entreprise d'insertion conventionnée par l'État et France Travail, Nouvelle Attitude est une filiale du groupe La Poste. Afin de contribuer à des modes de consommation plus responsables, elle a créé un atelier de reconditionnement de vélos de facteur à assistance électrique. Entreprise d'insertion par l'activité économique, Nouvelle Attitude recrute, forme et accompagne des personnes éloignées du monde du travail vers un emploi durable ou une formation qualifiante.

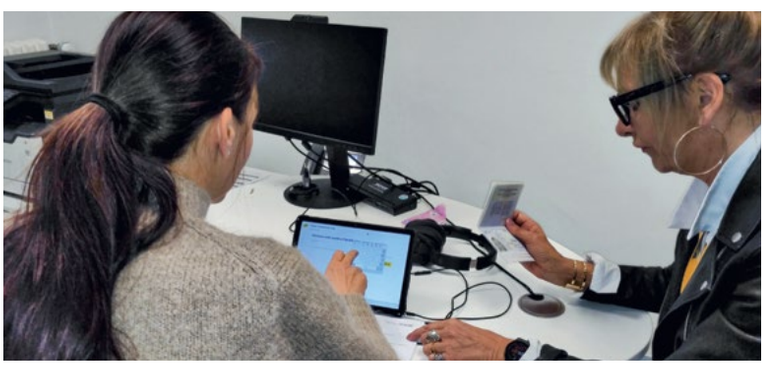
POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE

#dynamiser

La Poste multiplie les centres de passage d'examens dans la région

Les centres dédiés au passage des Codes et d'examens gérés par La Poste se multiplient en région Auvergne-Rhône-Alpes. Grâce à son maillage territorial, La Poste propose aujourd'hui plus de 170 sites en Auvergne-Rhône-Alpes pour organiser des sessions de l'examen du Code (auto, moto et bateau) en sessions individuelles ou collectives dans tous les départements. Ce dispositif permet aux candidats de passer leur Code près de chez eux avec des délais d'attente réduits.

Depuis janvier 2024, La Poste élargit son offre de services et propose le passage du Toeic (Test Of English for International Communication) qui évalue les compétences à l'écrit et à l'oral en anglais et qui se déroule à la plateforme de préparation et de distribution du courrier d'Aurillac. Des sites proposent également le certificat CléA numérique, qui atteste l'acquisition des connaissances et compétences relatives aux usages des fondamentaux du numérique.
Dans la Drôme, La Poste organise des sessions d'examen du Code de la route dans de nombreux sites individuels, comme à Montélimar Europe.
« Les sites individuels sont conçus pour offrir une expérience plus adaptée et agréable aux candidats, leur permettant de passer l'examen dans un cadre moins stressant et plus adapté à leurs besoins », précise Marie-Laurence Kaufinger, responsable d'exploitation à La Poste de Montélimar Europe.
Dans le cadre de la réforme du permis de conduire inscrite dans la loi du 6 août 2015, La Poste poursuit sa stratégie d'innovation pour simplifier et faciliter la vie de tous, en permettant aux candidats de passer le Code de la route partout en France.



Plus de centres grâce à des partenariats

Grâce aux partenariats avec l'Espace 46, à Issoire (Puy-de-Dôme), et l'Automobile Club d'Annecy (Haute-Savoie), La Poste étend le nombre de sites pour le passage des Codes et d'examens. Mme Namyst, de l'Espace 46, à Issoire, témoigne : « Grâce à ce partenariat avec La Poste, nous pouvons offrir un service supplémentaire à nos clients et attirer de nouveaux utilisateurs grâce aux sessions de Codes et d'examens. » Pour Annie Andrieu Pasqualini de l'Automobile Club du Mont-Blanc : « Nous mettons à disposition, deux jours par semaine, une salle pour le passage du Code de la route, où nos installations permettent aux candidats de bénéficier d'un cadre agréable et professionnel. »

POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE

Une présence postale dynamique dans l'Ain

Entre 2022 et 2024, le nombre de points de contact s'est renforcé en région Auvergne-Rhône-Alpes, incluant des bureaux de poste, des La Poste agences communales ou intercommunales, ainsi que des La Poste relais chez les commerçants.

Clotilde Fournier, présidente de la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) de l'Ain et maire de Saint-Sulpice, tient à dissiper les idées reçues : « Contrairement à ce que l'on entend, La Poste ne se désengage pas ! » Aujourd'hui dans le département, 94,7 % de la population se trouve à moins de 5 kilomètres et moins de 20 minutes en voiture d'un point de contact postal, dépassant l'objectif minimum de 90 %.

Clotilde Fournier souligne : « Nous sommes fermement attachés à éviter toute rupture territoriale. » Le département de l'Ain compte, en 2024, 182 points de contact : 57 bureaux de poste, 59 La Poste agences communales et 66 La Poste relais (chez des commerçants.)
La Poste accueille également des espaces France services. En 2025, 7 d'entre eux sont intégrés dans des bureaux de poste du département et une antenne France services est en cours d'installation dans la commune de Feillens. « Nous avons constaté une augmentation de 15 % des actes administratifs réalisés, passant de 13 672 en 2023 à 15 705 en 2024. Ces espaces sont de plus en plus plébiscités, offrant à la fois un accueil physique et un accompagnement numérique », conclut Clotilde Fournier.

Une La Poste agence communale rénovée à Étroussat

La Poste et la mairie d'Étroussat ont signé pour la troisième année consécutive le renouvellement de la convention pour la gestion du point de contact La Poste agence communale d'Étroussat (03). Lors de l'inauguration de ce nouveau site entièrement rénové, Gilles Vernay, son maire, souligne : « En 2024, cette La Poste agence communale a bénéficié de travaux de rénovation financés à hauteur de 19 400 euros par une dotation du fonds de péréquation postale géré par la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) de l'Allier. »

« Les communes hésitent à s'endetter, car elles redoutent les charges futures »

Avec des ressources contraintes, les petites villes doivent redoubler d'agilité pour continuer à investir et à répondre aux besoins de leurs habitants. **Philippe Baeteman,** maire de Bouglainval (28) et responsable d'études financières à La Banque Postale, décrypte les évolutions budgétaires et souligne le rôle essentiel d'une banque de proximité pour accompagner ces territoires qui totalisent 39 % de la population française.

REFLEXIONS

MINI-CV

Depuis 2014
Responsable des études sur les finances des collectivités locales (communes, intercommunalités et syndicats) à la direction des études et de la recherche de La Banque Postale

1997-2013
Responsable de la gestion de projets informatiques au sein du service financier de La Poste puis de celui de La Banque Postale

Depuis 2005
maire de la commune de Bouglainval, en Eure-et-Loir (754 habitants)

Quelle était la situation financière des petites communes il y a dix ou quinze ans ?
À cette époque, les petites collectivités bénéficiaient d'un environnement budgétaire plus prévisible et affichaient des revenus supérieurs aux dépenses qui leur permettaient de cumuler de l'épargne brute année après année. Elles profitaient également de taux d'intérêt très bas – inférieurs à 1 % pour des emprunts sur vingt ans, par exemple – et préféraient donc emprunter pour étaler le financement de leurs projets sur vingt, vingt-cinq ou trente ans, plutôt que de devoir toucher à leur bas de laine.

Qu'est-ce qui a changé ces dernières années ?
Avec la crise, l'inflation et les taux d'intérêt qui ont augmenté, elles ont désormais tendance à puiser dans leur réserve de trésorerie. Pour la seconde année, on constate, dans notre étude[1], que les petites villes mobilisent leur trésorerie au service de l'investissement à hauteur de 0,8 milliard d'euros et que, dans le même temps, le recours à l'emprunt est en recul de 0,7 %. Pourquoi ? Parce que, d'un côté, les dépenses ne cessent d'augmenter – on parle d'une progression de 17,2 % sur la période 2019-2024 –, ce qui impacte les communes sur le long terme. On peut citer, par exemple, l'augmentation à venir du taux de cotisation à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), qui va passer de 30,5 % à 42,5 % en 2028. Cela représente environ 250 millions d'euros de dépenses par an jusqu'en 2028 pour les communes de 2500 à 25000 habitants. La multiplication des normes imposées aux collectivités, qu'elles soient énergétiques ou autres, pèsent aussi sur leurs finances. Résultat : les communes hésitent à s'endetter, car elles redoutent les charges futures et manquent de visibilité sur les recettes et les subventions à venir. Et, de l'autre côté, le produit des impôts fonciers a progressé de 3 milliards d'euros, soit deux fois moins que l'évolution des dépenses. La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales à partir de 2019, par exemple, a privé les communes d'un levier fiscal direct.

Dans ce contexte, comment La Banque Postale se positionne-t-elle pour répondre aux besoins des communes ?
C'est par notre connaissance des enjeux des territoires et notre présence pour toutes les communes, qu'elles soient rurales ou de grandes métropoles, que nous sommes depuis 10 ans leader du financement bancaire des collectivités. Et à ma connaissance, elle est la seule banque qui possède un service d'études dont les analyses sont reconnues par le ministère de l'Économie et des Finances, la Cour des comptes ou les associations d'élus. C'est un niveau d'expertise qui est rassurant pour les collectivités qui sollicitent La Banque Postale pour qu'elle leur apporte une solution de financement. Et ça, c'est vraiment différenciant.

(1) « Regard financier sur les petites villes », étude publiée par l'Association des petites villes de France et La Banque Postale, juin 2025.

DÉCOUVREZ L'ÉTUDE « REGARD FINANCIER SUR LES PETITES VILLES »
EN SCANNANT CE QR CODE